

# DICTIONNAIRE 49

UNIVERSEL

THÉORIQUE ET PRATIQUE

DU

# COMMERCE

ET DE

# LA NAVIGATION

**MARCHANDISES** : Produits naturels et Produits fabriqués, Description, Variétés, Caractères spécifiques, Provenances et Débouchés, Transactions dont elles sont l'objet, Comptes simulés d'achat.

**GÉOGRAPHIE COMMERCIALE** : État, Nature et mouvement du commerce de chaque place; Importations et Exportations, Désignation et importance de la valeur des échanges, Relations, Voies de communication, Cours des changes, Établissements de crédit, Usages commerciaux, Foires et Marchés.

**MÉTÉOROLOGIE UNIVERSELLE** : Monnaies réelles, Monnaies de compte, Papier-monnaie, Poids et mesures, leurs valeurs comparées, leur conversion en unités françaises.

**COMPTABILITÉ** : Tenue des livres, Arithmétique commerciale.

**DROIT COMMERCIAL TERRESTRE ET MARITIME** : Législation, Jurisprudence, Usages du commerce, Formules d'actes, etc.

**NAVIGATION** : Description des ports, Droits divers, Usages locaux.

**MARINE MARCHANDE** : Son développement, Son état actuel chez les principales nations.

**DOUANES** : Droits d'entrée et de sortie, Entrepôts, Primes, Drawbacks, Prohibitions, Formalités de toute nature.

**ÉCONOMIE POLITIQUE APPLIQUÉE.**

TOME PREMIER

A-G

PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET C<sup>IE</sup>

Editeurs du Dictionnaire de l'Économie politique, de la Collection des principaux Économistes, des Économistes et Publicistes contemporains, de la Bibliothèque des Sciences morales et politiques, du Journal des Économistes, etc.

25722

1859

Crins préparés : 90,019 kilog., dont 43,901 reçus par la Suisse, et 14,718 par l'Association allemande; le reste, par les États sardes, l'Angleterre, la Belgique, les villes hanséatiques, etc.

**Droits de douane.** Les crins de toute espèce payent, à la sortie, 25 c. par 100 kilog.; les droits d'importation sont : sur les crins bruts, de 1 fr. par navires français, et 5 fr. par navires étrangers et par terre; et sur les crins préparés, soit frisés, soit en boîtes de longueurs assorties, de 5 fr. par navires français, et 5 fr. 50 c. par terre et par navires étrangers.

**CRIN VÉGÉTAL.** Parmi les substances végétales auxquelles on a recours pour remplacer le crin avec avantage, au double point de vue de l'économie et de l'hygiène, nous citerons seulement dans cet article celle qui a reçu et conservé à peu près exclusivement, dans le commerce, le nom de *crin végétal*. C'est la fibre de la caragane musciforme, ou mieux *tillandsie usnéoïde* (*tillandsia usneoides*), de la famille des broméliacées. C'est une plante parasite. Elle croît sur le tronc des arbres dans les forêts de l'Amérique tropicale, en Virginie, au Brésil, à la Jamaïque, etc. Ses longs filaments desséchés ressemblent à une grande barbe, d'où le nom de *barbe espagnole* qu'on lui donne quelquefois. On l'appelle aussi *mousse espagnole* et *mousse de la Nouvelle-Orléans*. Pour séparer les fibres des autres

parties constituantes de la tige, on fait rouir celle-ci, comme le chanvre, dans de l'eau stagnante, pendant dix, douze ou quinze jours, selon la saison. On la fait ensuite sécher au soleil, puis on la frappe avec une baguette. Les filaments sont ainsi mis à nu; ils ont la consistance et même la couleur du crin. On s'en sert, dans les pays de production, pour empailler les animaux, qu'on envoie en Europe, et pour rembourrer des coussins et des matelas. En Europe, l'usage ne s'en est point répandu; on en reçoit néanmoins quelques balles par les navires qui nous apportent les autres productions naturelles du nouveau monde.

On a aussi essayé, comme crin végétal, les fibres de l'agave, du phormium tenax et d'autres plantes filamenteuses; mais aucun de ces essais n'a pris faveur. Il n'en est pas de même du zostère, plus connu dans le commerce sous le nom de *varac*. Cette plante marine est aujourd'hui très-employée pour la confection de sommiers et de matelas, qui laissent à désirer, il est vrai, sous le rapport de la mollesse et de l'élasticité; mais que leur bas prix et leur inaltérabilité ont fait adopter par beaucoup de gens (Voy. VAREC.). AR. M.

Voici un compte simulé d'achat de crin à Buénos-Ayres :

Compte d'achat à Buénos-Ayres de 25 balles crin, et revient au Havre.

Vingt-cinq balles crin,		SAVOIR :	
pesant net 1,085 arrobes, à 80 l'arrobe.			
		<b>FRAIS A BUENOS-AYRES.</b>	
Achat, réception et courtage, 1 %			86,300 —
Charrettes et péons à la réception, 4 réaux par arrobe.		863 —	
Emballage, 2 par arrobe.		542 50	
Péons pour marquer et charger sur charrettes, 5 par balle.		2,170 —	
Charrettes pour conduire à l'eau, 10 par balle.		125 —	
Balandres pour port, 18 par balle.		250 —	
Droits de sortie à 4 par arrobe.		450 —	
Permis, connaissance et menus frais.		1,340 —	
		18 50 =	8,764 —

Commission d'achat et de remboursement, 5 %		95,564 —	
		4,778 —	
		100,342 —	
Remboursement sur Paris à 90 jours de vue au change de 330 pour une once, soit 0 304 07 à F. 88 par once.		26,758 —	

FRAIS AU HAVRE.			
Fret sur 20 <sup>m</sup> à F. 65 et 10 % par tonneau de 1 <sup>m</sup> .44 <sup>m</sup> .		F. 993 05	
Permis, port au magasin, échantillons, arrimage, magasinage d'un mois et frais à la livraison.		175 —	
Droits de douane sur K <sup>o</sup> 12,881 à F. 1 20 par 100 k <sup>o</sup> .		154 85	
Assurance maritime sur F. 29,433 à 2 % et police.		589 65	
Assurance contre le feu sur F. 32,108, à 1 % <sub>00</sub> .		32 10	
Courtage de vente.	1/4 %		
Escompte de 4 mois 15 jours.	2 1/4 %		
Commission et dueroire.	3 %		
Ensemble.	5 1/2 % sur F. 30,373 30.	1,670 50 =	3,615 15

RENDMENT.			
Pesant brut.	K <sup>o</sup> 12,881		
Cercles en fer.	75		
	K <sup>o</sup> 12,806		
Tare, 4 %	512		
Nét.	K <sup>o</sup> 12,294 à F. 123 53 par 50 k <sup>o</sup> acquittés.		F. 30,373 55
Sauf erreur ou omission.			

**CRISES COMMERCIALES.** Toute crise, en général, est une perturbation de l'état naturel, une situation anormale dans laquelle la nature des choses lutte contre la cause morbide pour revenir à une situation meilleure. Les crises commerciales sont des perturbations soudaines de l'état économique naturel, et plus particulièrement des perturbations dans la fonction générale de l'échange aussi indispensable à la vie sociale que la circulation du sang l'est à la vie animale

et individuelle. Celle-ci est compromise et des symptômes morbides se manifestent sur l'être vivant, si la circulation du sang est entravée, suspendue, ou simplement ralentie. Celle-là est également en danger, et les symptômes morbides se manifestent dans les diverses branches de la production sociale, toutes les fois que l'échange est entravé, suspendu ou simplement ralenti.

Tous, nous créons par notre travail et notre indus-

trie des produits et des services destinés à l'usage d'autrui, et qui ne deviennent profitables pour nous qu'à la condition de pouvoir être échangés contre d'autres produits, un autre travail, d'autres services. L'échange incessant de ces produits, de ces services se servant de débouchés les uns aux autres, c'est là la vie sociale-impossible sans l'échange.

Toutes les crises économiques sont des manifestations d'une altération plus ou moins profonde de cette fonction essentielle et générale de l'échange; d'une gêne, d'une obstruction, d'un dérangement dans la circulation ou dans le courant des échanges, par suite de laquelle des quantités notables de produits ou de services viennent à manquer de débouchés, en sorte qu'ils ne peuvent en trouver qu'à des prix inférieurs aux frais de production qu'ils ont coûté, et ruineux pour les producteurs et les travailleurs.

Elles sont plus ou moins générales ou locales, c'est-à-dire qu'elles se manifestent sur des marchés plus ou moins étendus; elles sont générales ou spéciales, c'est-à-dire qu'elles se manifestent dans des industries plus ou moins nombreuses et liées par des intérêts communs.

Elles sont toutes des crises commerciales, parce qu'elles sont toutes le résultat d'un dérangement dans des courants plus ou moins nombreux des échanges; mais on conçoit qu'elles peuvent être plus particulièrement agricoles, financières, selon les branches de la production ou la nature des entreprises qu'elles atteignent. Souvent elles sont complexes, et leur caractère mixte participe de l'ensemble de ces divers caractères.

Toujours elles sont précédées, accompagnées ou suivies d'une perturbation spéciale dans les instruments d'échanges, de circulation et de crédit; instruments qui sont les monnaies ou bien les signes représentatifs des monnaies et des valeurs, tels que les billets de banque et autres effets de commerce facilement transmissibles; perturbation qu'il faut d'abord s'expliquer pour pouvoir se rendre compte de la nature du dérangement général des affaires.

La crise monétaire provient du manque et de la pénurie des instruments d'échange, et cette pénurie se manifeste dans des circonstances bien différentes qui arrivent cependant au même résultat.

Dans les époques de confiance, de prospérité, de développement industriel, alors que les entreprises se multiplient, que les capitaux sont demandés pour être appliqués aux emplois auxquels on les destine, comme ces capitaux pour passer des mains de ceux qui les possèdent et les prêtent entre les mains de ceux qui les occupent, doivent être mis, la plupart du temps, sous forme d'espèces, de billets de banque, ils sont plus demandés qu'offerts, et la masse, qui servirait à une circulation ordinaire, est insuffisante pour une circulation augmentée, surexcitée. On en manque alors généralement, et il y a tous les symptômes d'une crise monétaire: rareté des espèces ou des billets, retrait des dépôts des banques, hausse des escomptes et du taux de l'intérêt, souffrances et plaintes de tous ceux qui ont besoin d'espèces ou de billets de banque.

En sens inverse, la confiance vient-elle à diminuer, à tort ou à raison, par une cause quelconque, par suite d'un événement politique ou par la crainte d'une crise prochaine? Chacun cherche à toucher le plus d'espèces possible et à en remettre le moins possible, c'est-à-dire que chacun se fait accapareur de cette marchandise par excellence (au point de vue individuel) qu'on est sûr de toujours vendre très-facile-

ment. De plus, la diminution de la confiance tend à suspendre ou à ralentir la circulation des autres instruments d'échange, des instruments de crédit (billets de banque et autres signes représentatifs); de sorte que la circulation métallique est appauvrie, en même temps que la circulation en papier, et qu'il y a une crise monétaire, en sens inverse de la précédente.

On comprend que ces deux espèces de crises spéciales se croisent avec les crises générales, tantôt causes et tantôt effets, et plus souvent effets de ces mêmes crises.

Voilà, si nous sommes parvenu à être clair, quelle est la nature des crises, quelles en sont les variétés et, si nous pouvons ainsi dire, le mécanisme.

Voyns maintenant quelles sont les causes de ces malaises généraux ou sociaux qui se manifestent par la rareté de l'argent et des instruments d'échange, par la hausse de l'intérêt en général et de l'escompte en particulier, par la dépréciation des capitaux fixes, par le ralentissement de la consommation, par la mévente des marchandises, par la dépréciation de tous les produits, de tous les services, de tous les effets de crédit; par les suspensions de paiements, par des faillites ou d'autres désastres commerciaux dans toutes les entreprises; par l'abandon des affaires projetées, par la diminution des commandes, par le ralentissement des travaux, la baisse des salaires, la souffrance et la misère générale qui gagnent de proche en proche avec d'autant plus d'intensité que la perturbation a des causes plus profondes et plus étendues.

**I. Causes des crises.** Les causes que l'on peut assigner aux crises sont nombreuses et diverses. Nous croyons pouvoir les ranger à peu près toutes dans les catégories suivantes :

Les ébranlements politiques et sociaux, d'où résultent la préoccupation de l'avenir, le manque de sécurité; La guerre, et par suite le rétablissement de la paix; La disette; le manque de la récolte d'une matière première importante; une catastrophe quelconque; l'abondance;

Le ralentissement de la consommation, réagissant sur l'échange et la production;

L'accroissement rapide de la production par l'excitation de l'esprit d'entreprises et la fièvre des spéculations, provoquant des opérations mal conçues;

Le détournement des capitaux par suite du développement des travaux publics, ou des grandes entreprises nouvelles,

Le développement du crédit, le monopole des institutions de crédit;

L'accroissement rapide de la quantité des métaux précieux, or ou argent;

Les changements brusques des tarifs nationaux ou étrangers dans le sens de la prohibition;

Le contre-coup des crises étrangères.

Nous allons donner de courts développements sur toutes ces causes.

Le plus souvent il faut s'attendre à ce que les ébranlements politiques et sociaux, les révolutions et les agitations de toutes sortes, produisent une crise générale avec les effets que nous venons d'énumérer et qui se résument dans l'incertitude du lendemain, sans la diminution des consommations, des échanges, et de la production par la stagnation générale, synonyme de baisse des salaires et des profits, c'est-à-dire de gêne et de misère. Que ces changements politiques aient, selon les pays et les temps, leur raison d'être et leur utilité; que ces révolutions ou ces agitations soient légitimes; que le mal produit puisse être compensé par les avantages obtenus ou espérés, c'est ce que nous

Crins préparés : 90,019 kilog., dont 43,901 reçus par la Suisse, et 14,718 par l'Association allemande; le reste, par les États sardes, l'Angleterre, la Belgique. les villes hanseatiques, etc.

**Droits de douane.** Les crins de toute espèce payent, à la sortie, 25 c. par 100 kilog.; les droits d'importation sont : sur les crins bruts, de 1 fr. par navires français, et 5 fr. par navires étrangers et par terre; et sur les crins préparés, soit frisés, soit en bottes de longueurs assorties, de 5 fr. par navires français, et 5 fr. 50 c. par terre et par navires étrangers.

**CRIN VÉGÉTAL.** Parmi les substances végétales auxquelles on a recours pour remplacer le crin avec avantage, au double point de vue de l'économie et de l'hygiène, nous citerons seulement dans cet article celle qui a reçu et conservé à peu près exclusivement, dans le commerce, le nom de *crin végétal*. C'est la fibre de la caragante musciforme, ou mieux tillandsie usnéoïde (*tillandsia usneoides*), de la famille des broméliacées. C'est une plante parasite. Elle croît sur le tronc des arbres dans les forêts de l'Amérique tropicale; en Virginie, au Brésil; à la Jamaïque, etc. Ses longs filaments desséchés ressemblent à une grande barbe, d'où le nom de *barbe espagnole* qu'on lui donne quelquefois. On l'appelle aussi *mousse espagnole* et *mousse de la Nouvelle-Orléans*. Pour séparer les fibres des autres

parties constituantes de la tige, on fait rouir celle-ci, comme le chanvre, dans de l'eau stagnante, pendant dix, douze ou quinze jours, selon la saison. On la fait ensuite sécher au soleil, puis on la frappe avec une baguette. Les filaments sont ainsi mis à nu; ils ont la consistance et même la couleur du crin. On s'en sert, dans les pays de production, pour empailler les animaux, pour emballer les objets précieux et fragiles qu'on envoie en Europe, et pour rembourrer des coussins et des matelas. En Europe, l'usage ne s'en est point répandu; on en reçoit néanmoins quelques balles par les navires qui nous apportent les autres productions naturelles du nouveau monde.

On a aussi essayé, comme crin végétal, les fibres de l'agave, du phormium tenax et d'autres plantes filamenteuses; mais aucun de ces essais n'a pris faveur. Il n'en est pas de même du zostère, plus connu dans le commerce sous le nom de *varec*. Cette plante marine est aujourd'hui très-employée pour la confection de sommiers et de matelas, qui laissent à désirer, il est vrai, sous le rapport de la mollesse et de l'élasticité; mais que leur bas prix et leur inaltérabilité ont fait adopter par beaucoup de gens (Voy. VAREC.). AR. M. Voici un compte simulé d'achat de crin à Buénos-Ayres :

Compte d'achat à Buénos-Ayres de 25 balles crin, et revient au Havre.		SAVOIR :
Vingt-cinq balles crin, pesant net 1,038 arrobes, à \$ 80 l'arrobe.		86,800
<b>FRAIS A BUENOS-AYRES.</b>		
Achat, réception et courtage, 1 %		868
Charrettes et péons à la réception, 4 reaux par arrobe.		542 50
Emballage, \$ 2 par arrobe.		2,170
Péons pour marquer et charger sur charrettes, \$ 5 par balle.		125
Charrettes pour conduire à l'eau, \$ 10 par balle.		250
Balandres pour port, \$ 18 par balle.		450
Droits de sortie à \$ 4 par arrobe.		1,340
Permis, connaissance et menus frais.		18 50
Commission d'achat et de remboursement, 5 %		98,564
		4,778
Remboursement sur Paris à 90 jours de vue au change de 330 \$ pour une once, soit 0 304 07 à P. 88 par once.		100,342
<b>FRAIS AU HAVRE.</b>		
Fret sur 20 <sup>m</sup> à F. 65 et 10 % par tonneau de 1 <sup>m</sup> .44.		993 05
Permis, port au magasin, échantillons, arrimage, magasinage d'un mois et frais à la livraison.		175
Droits de douane sur K <sup>o</sup> 12,881 à F. 1 20 par 100 k <sup>o</sup> .		154 85
Assurance maritime sur F. 29,433 à 2 % et police.		589 65
Assurance contre le feu sur F. 32,108, à 1 %		32 10
Courtage de vente.	1/4 %	
Escompte de 4 mois 15 jours.	2 1/4 %	
Commission et ducaïre.	3 %	
Ensemble.		5 1/2 % sur F. 30,373 30 = 1,670 50 = 3,615 15
		F. 30,373 30
<b>RENDMENT.</b>		
Pesant brut.	K <sup>o</sup> 12,381	
Cercles en fer.	75	
	K <sup>o</sup> 12,306	
Tare, 4 %	512	
Net.	K <sup>o</sup> 11,794 à F. 123 53 par 50 k <sup>o</sup> acquittés.	F. 30,373 55
Sauf erreur ou omission.		

**CRISES COMMERCIALES.** Toute crise, en général, est une perturbation de l'état naturel, une situation anormale dans laquelle la nature des choses lutte contre la cause morbide pour revenir à une situation meilleure. Les crises commerciales sont des perturbations soudaines de l'état économique naturel, et plus particulièrement des perturbations dans la fonction générale de l'échange aussi indispensable à la vie sociale que la circulation du sang l'est à la vie animale

et individuelle. Celle-ci est compromise et des symptômes morbides se manifestent sur l'être vivant, si la circulation du sang est entravée, suspendue, ou simplement ralentie. Celle-là est également en danger, et les symptômes morbides se manifestent dans les diverses branches de la production sociale, toutes les fois que l'échange est entravé, suspendu ou simplement ralenti.

Tous, nous créons par notre travail et notre indus-

trie des produits et des services destinés à l'usage d'autrui, et qui ne deviennent profitables pour nous qu'à la condition de pouvoir être échangés contre d'autres produits, un autre travail, d'autres services. L'échange incessant de ces produits, de ces services se servant de débouchés les uns aux autres, c'est là la vie sociale-impossible sans l'échange.

Toutes les crises économiques sont des manifestations d'une altération plus ou moins profonde de cette fonction essentielle et générale de l'échange; d'une gêne, d'une obstruction, d'un dérangement dans la circulation ou dans le courant des échanges, par suite de laquelle des quantités notables de produits ou de services viennent à manquer de débouchés; en sorte qu'ils ne peuvent en trouver qu'à des prix inférieurs aux frais de production qu'ils ont coûté, et ruineux pour les producteurs et les travailleurs.

Elles sont plus ou moins générales ou locales, c'est-à-dire qu'elles se manifestent sur des marchés plus ou moins étendus; elles sont générales ou spéciales, c'est-à-dire qu'elles se manifestent dans des industries plus ou moins nombreuses et liées par des intérêts communs.

Elles sont toutes des crises commerciales, parce qu'elles sont toutes le résultat d'un dérangement dans des courants plus ou moins nombreux des échanges; mais on conçoit qu'elles peuvent être plus particulièrement agricoles, financières, selon les branches de la production ou la nature des entreprises qu'elles atteignent. Souvent elles sont complexes, et leur caractère mixte participe de l'ensemble de ces divers caractères.

Toujours elles sont précédées, accompagnées ou suivies d'une perturbation spéciale dans les instruments d'échanges, de circulation et de crédit; instruments qui sont les monnaies ou bien les signes représentatifs des monnaies et des valeurs, tels que les billets de banque et autres effets de commerce facilement transmissibles; perturbation qu'il faut d'abord s'expliquer pour pouvoir se rendre compte de la nature du dérangement général des affaires.

La crise monétaire provient du manque et de la pénurie des instruments d'échange, et cette pénurie se manifeste dans des circonstances bien différentes qui arrivent cependant au même résultat.

Dans les époques de confiance, de prospérité, de développement industriel, alors que les entreprises se multiplient, que les capitaux sont demandés pour être appliqués aux emplois auxquels on les destine, comme ces capitaux pour passer des mains de ceux qui les possèdent et les prêtent entre les mains de ceux qui les occupent, doivent être mis, la plupart du temps, sous forme d'espèces, de billets de banque, ils sont plus demandés qu'offerts, et la masse, qui servirait à une circulation ordinaire, est insuffisante pour une circulation augmentée, surexcitée. On en manque alors généralement, et il y a tous les symptômes d'une crise monétaire: rareté des espèces ou des billets, retrait des dépôts des banques, hausse des escomptes et du taux de l'intérêt, souffrances et plaintes de tous ceux qui ont besoin d'espèces ou de billets de banque.

En sens inverse, la confiance vient-elle à diminuer, à tort ou à raison, par une cause quelconque, par suite d'un événement politique ou par la crainte d'une crise prochaine? Chacun cherche à toucher le plus d'espèces possible et à en remettre le moins possible, c'est-à-dire que chacun se fait accapareur de cette marchandise par excellence (au point de vue individuel) qu'on est sûr de toujours vendre très-facile-

ment. De plus, la diminution de la confiance tend à suspendre ou à ralentir la circulation des autres instruments d'échange, des instruments de crédit (billets de banque et autres signes représentatifs); de sorte que la circulation métallique est appauvrie, en même temps que la circulation en papier, et qu'il y a une crise monétaire, en sens inverse de la précédente.

On comprend que ces deux espèces de crises spéciales se croisent avec les crises générales, tantôt causes et tantôt effets, et plus souvent effets de crises générales.

Voilà, si nous sommes parvenu à être clair, quelle est la nature des crises, quelles en sont les variétés et, si nous pouvons ainsi dire, le mécanisme. Voyons maintenant quelles sont les causes de ces malaises généraux ou sociaux qui se manifestent par la rareté de l'argent et des instruments d'échange, par la hausse de l'intérêt en général et de l'escompte en particulier, par la dépréciation des capitaux fixes, par le ralentissement de la consommation, par la mévente des marchandises, par la dépréciation de tous les produits, de tous les services, de tous les effets de crédit; par les suspensions de paiements, par des faillites ou d'autres désastres commerciaux dans toutes les entreprises; par l'abandon des affaires projetées, par la diminution des commandes, par le ralentissement des travaux, la baisse des salaires, la souffrance et la misère générale qui gagnent de proche en proche avec d'autant plus d'intensité que la perturbation a des causes plus profondes et plus étendues.

**I. Causes des crises.** Les causes que l'on peut assigner aux crises sont nombreuses et diverses. Nous croyons pouvoir les ranger à peu près toutes dans les catégories suivantes :

Les ébranlements politiques et sociaux, d'où résultent la préoccupation de l'avenir, le manque de sécurité;

La guerre, et par suite le rétablissement de la paix; La disette; le manque de la récolte d'une matière première importante; une catastrophe quelconque; l'abondance;

Le ralentissement de la consommation, réagissant sur l'échange et la production;

L'accroissement rapide de la production par l'excitation de l'esprit d'entreprises et la fièvre des spéculations, provoquant des opérations mal conçues;

Le détournement des capitaux par suite du développement des travaux publics, ou des grandes entreprises nouvelles,

Le développement du crédit, le monopole des institutions de crédit;

L'accroissement rapide de la quantité des métaux précieux, or ou argent;

Les changements brusques des tarifs nationaux ou étrangers dans le sens de la prohibition;

Le contre-coup des crises étrangères.

Nous allons donner de courts développements sur toutes ces causes.

Le plus souvent il faut s'attendre à ce que les ébranlements politiques et sociaux, les révolutions et les agitations de toutes sortes, produisent une crise générale avec les effets que nous venons d'énumérer et qui se résument dans l'incertitude du lendemain, sans la diminution des consommations, des échanges, et de la production par la stagnation générale, synonyme de baisse des salaires et des profits, c'est-à-dire de gêne et de misère. Que ces changements politiques aient, selon les pays et les temps, leur raison d'être et leur utilité; que ces révolutions ou ces agitations soient légitimes; que le mal produit puisse être compensé par les avantages obtenus ou espérés, c'est ce que nous

ne voulons pas contester ni examiner ici, car il y aurait beaucoup de choses à considérer à cet égard ; nous voulons simplement dire que, sauf exception, la crise suit l'ébranlement politique et social, comme un effet naturel. Cependant cette crise peut avoir une courte durée ; les effets peuvent en être bientôt compensés et couverts, pour ainsi dire, par l'élan donné à l'activité nationale, si la tranquillité publique paraît assurée, si les esprits sont fixés, si le nouvel ordre de choses paraît, à tort ou à raison, assis sur des bases solides. C'est le phénomène qui a pu être observé en France, après les événements de 1851.

Passons à la guerre ! d'abord elle ébranle la confiance et produit les préoccupations et les autres effets économiques qui en découlent forcément ; elle détourne de la production, par centaines de millions et par milliards, des capitaux qui sont consommés, la plupart anéantis, dans un but plus ou moins légitime (c'est encore une autre question), mais en pure perte pour l'agriculture et les autres industries productives ; elle détourne et détruit par milliers des bras solides et des intelligences d'élite, qui font un grand vide et causent une perturbation dans toutes les branches de l'activité sociale, et qui ont coûté d'énormes sacrifices à leurs familles et à la société tout entière ; elle ravage les récoltes et suspend le commerce et l'industrie partout où s'exerce son action.

Il peut paraître paradoxal, au premier abord, que le rétablissement de la paix figure au nombre des causes de crise : rien n'est plus exact cependant. La paix arrête toutes les productions spéciales que la guerre avait développées ; elle fait cesser des spéculations entamées ; elle coupe court au courant d'affaires, souvent considérable, qu'elle avait fait naître. Elle réintègre dans leurs pays une partie des hommes que la guerre avait déplacés, et qui ne retrouvent pas une occupation sans peine et sans produire une certaine perturbation parmi les salariés de leur profession. Si la guerre s'est prolongée, le rétablissement de la paix introduit un ordre de choses tout nouveau dans les débouchés, et produit inévitablement des changements et des déplacements qui vaudront assurément mieux, tôt ou tard, que l'ordre de choses créé par la guerre, mais qui pour le moment sont causes de déplacements et de pertes préjudiciables. C'est ainsi que la paix de 1815 a été suivie d'une crise qui a affecté toute l'Europe et l'Angleterre en particulier, et que des sinistres commerciaux nombreux ont été le résultat du nouvel ordre de choses et de l'ouverture des mers.

C'est ainsi que tout retour à l'ordre régulier, que toute réforme même est dans une proportion quelconque cause de malaise ou de crise. — En toutes choses, les sociétés, comme les individus, ne peuvent s'engager dans la voie de l'erreur impunément.

C'est ainsi que la paix de 1856, si désirable cependant et si désirée, a été une des causes de la crise que nous venons de traverser, et qu'elle a produit bien des mécomptes, puisqu'on espérait sur elle comme sur une cause de prospérité nouvelle.

La disette est toujours, un peu plus tôt, un peu plus tard, une cause immanquable de crise. Quand le pain est cher, les masses consacrent à leur nourriture à peu près tout leur salaire, et cessent de faire d'autres achats des produits de l'industrie. Cette diminution ou suppression dans la consommation ralentit les cours des échanges et paralyse la production.

Le manque d'une récolte d'une matière première importante agit de même sur une plus petite échelle. La branche de l'industrie agricole qui est frappée ré-

duit ses consommations au minimum possible. De plus, le prix de la matière première s'élevant, la consommation des produits fabriqués diminue, et les branches de l'industrie qui mettent la matière première en œuvre ou qui s'occupent de son transport, de son placement, sont atteintes. C'est l'effet qu'a produit le ravage de l'oïdium sur la vigne qui, par sa durée et son étendue, a affecté, depuis plusieurs années, le caractère de la disette. C'est encore l'effet qu'a produit en France la maladie des vers à soie.

Une grande catastrophe, une inondation, une épidémie, une épizootie, une dévastation quelconque agissent plus ou moins dans le même sens.

Ainsi, tout ralentissement dans la consommation réagit promptement sur l'échange et la production, et l'effet ne s'arrête réellement pas là. L'échange et la production en diminuant, font disparaître une masse de travaux et d'activités, cessent d'être les débouchés d'une masse de produits, et arrivent à leur tour l'échange et la production. C'est un enchaînement de fâcheux effets.

Lorsque, par une circonstance ou l'autre, les prix des choses nécessaires à la vie viennent à hausser d'une manière notable, la crise s'ensuit par les raisons que nous venons d'indiquer en parlant de la disette. Ensuite, la cherté, nous venons de le dire, agit encore d'une autre manière fâcheuse en ralentissant les achats des matières premières et des machines, appareils et produits qui en sont faits, et en paralysant la production.

Au retour de l'abondance, les prix des matières premières diminuent, ainsi que ceux des produits qui en résultent ; le fâcheux effet que nous venons de signaler disparaît ; mais il s'en produit un autre souvent général et très-sensible. Tous ceux qui se sont un peu abondamment approvisionnés sont obligés de subir des pertes souvent ruinieuses. Ainsi l'abondance elle-même, si favorable au grand nombre, et qui est le remède souverain des crises occasionnées par la disette, devient elle-même cause de crise. C'est ainsi qu'en 1848 et 1849, l'abondance des récoltes, venant après la disette, amena une grande souffrance dans l'agriculture, principalement en France et en Angleterre ; souffrance dont on voulut rendre responsable le libre échange en Angleterre, et dont on accusa la république en France, causes en cela tout à fait innocentes.

Remarquons ici que toutes les causes qui précèdent, excepté l'abondance, agissent sur la consommation pour la restreindre. Il en est de même de celles qui suivent, bien que ce soit à un moindre degré.

Un excès de production agit en sens inverse des atteintes portées à la consommation, mais produit des effets analogues. Lorsque la production surexcitée jette dans le courant des échanges des masses inusitées de produits, comme le mécanisme de la circulation habituelle n'est pas préparé à cette augmentation, il y a d'abord engorgement et obstruction dans les voies commerciales ; mais ce n'est pas encore là le plus fâcheux effet : les produits s'offrant en masse inaccoutumée à la consommation ; la mévente ne tarde pas à se produire, la dépréciation des marchandises ensuite. On entend dire alors que le commerce ne va pas, que rien ne se vend ; mais, en ce cas, ce n'est pas précisément la consommation, qui fait défaut ; c'est la production qui a dépassé les bornes. La mévente et la dépréciation des produits ne tardent pas à réagir sur le courant des échanges et sur la production qui se trouve réduite à subir un temps d'arrêt, et à produire les effets naturels de la stagnation. Tels sont les résultats

d'une fabrication surexcitée, des spéculations commerciales févrières, des opérations mal conçues, par suite de l'entraînement et de l'engouement qui s'emparent des esprits à de certaines époques qu'on dirait périodiques, leur font voir toutes choses du beau côté, et poussent ainsi toute une série de producteurs vers un développement excessif de leurs moyens d'action. Les annales du commerce et de l'industrie sont pleines de ces accidents, si fréquents, depuis la paix de 1815, dans tous les pays prospères, qu'ils semblent être une suite naturelle de la prospérité et du progrès industriel et commercial.

Les premières de ces crises ont, depuis quarante ans, vivement appelé l'attention des économistes et des publicistes, qui ont souvent discuté sur le problème, longtemps mal posé, de l'équilibre de la production et de la consommation ; sur la nécessité d'établir une balance entre les deux, et sur les inconvénients d'une trop grande production.

J.-B. Say a prouvé contre Sismondi, qu'il ne saurait y avoir d'une manière générale trop de production, puisque les produits et les services se servent de débouchés les uns aux autres, et que la consommation, c'est-à-dire la satisfaction des besoins, est susceptible d'un accroissement pour ainsi dire indéfini. Mais, pour cela, l'augmentation de production doit être le résultat d'une progression régulière et constamment attentive aux besoins de la consommation. La production générale ne peut pas être trop abondante d'une manière permanente ; mais il peut arriver des excès de production spéciale, momentanés, causés par l'entraînement ou la fausse direction de l'esprit d'entreprise et de spéculation, nature de vertige, nous le répétons, qui peut s'emparer et s'emparer à de certains moments de quelques groupes de producteurs et de spéculateurs chez lesquels la prudence ne refrène pas assez l'amour du gain, et qui se font illusion les uns aux autres.

C'est ce phénomène, mal observé, qui a fait naître des récriminations contre les machines, les institutions de crédit et tous les grands moyens de production, de transport et d'échange qui caractérisent l'industrie moderne, et ont pour résultat définitif des produits à la fois meilleurs et moins chers.

L'esprit de spéculation et l'esprit d'entreprise, qui se ressemblent et diffèrent à plusieurs égards, sont des manifestations de l'intérêt individuel, force motrice de notre nature, principe vivifiant des sociétés humaines (nous ne voulons pas en dire du mal, mais seulement constater leurs effets, lorsqu'ils se livrent à une trop vive activité). Ces deux esprits, disons-nous, puissamment aidés par l'esprit d'association, font naître les entreprises nouvelles, de plus en plus nombreuses, établies sur une échelle de plus en plus grande, et nécessitent des capitaux de plus en plus considérables. C'est le progrès ; mais ce progrès ne s'obtient point sans de douloureuses compensations. Ces capitaux proviennent des épargnes annuelles, ou sont retirés des industries en activité. Dans le premier cas, ils sont nuls et non venus pour les entreprises existantes ; dans le second cas, leur retrait peut être cause de ralentissement, de déperissement et même de ruine.

Donc toute entreprise nouvelle agit comme cause de crise par le détournement des capitaux.

On aperçoit ici l'effet des travaux publics entrepris sur une grande échelle soit par les Etats, soit par les provinces, soit par les communes, soit par l'industrie privée, qui tous puisent aux mêmes sources et ne peu-

vent puiser qu'à ces deux sources : les épargnes annuelles et les capitaux mobiles de l'industrie.

Ces travaux absorbent les capitaux plus ou moins en pure perte, s'ils sont plus ou moins improductifs. Dans le cas contraire, comme quand il s'agit, par exemple, du perfectionnement des voies de communication, les inconvénients de ce détournement sont compensés par les facilités nouvelles données aux échanges et à la production, se traduisant par une diminution de prix, agissant elle-même comme impulsion à la consommation et de la consommation aux échanges et à la production. Mais, pour cela, il ne faut pas que les nouvelles entreprises dépassent les ressources disponibles ; et même, dans ce cas, les douleurs du détournement sont inévitables, surtout pendant la période de temps qui s'écoule entre l'appel du capital et les effets de la mise en exploitation de la nouvelle voie.

La création de nouvelles exploitations, la construction de nouvelles voies de communication les mieux conçues, les plus sagement calculées se résument en une transformation considérable de capitaux mobiles et circulant en capitaux fixes. Or il faut à toutes les affaires, et à la société laborieuse prise en masse, une certaine proportion de l'une et de l'autre espèce de capital. Si donc cette proportion vient à être troublée d'une manière notable, une crise doit forcément s'ensuivre. Ainsi s'expliquent les embarras de 1845 et 1846, par suite de la construction simultanée de nombreuses lignes en Angleterre, en France, en Allemagne, en Belgique, etc. : l'utilité de ces nouvelles voies n'était pas contestable, mais leur construction se faisait dans une proportion trop considérable. Ainsi s'expliquent, en partie, les embarras de ces dernières années, par suite de l'impulsion donnée, en France surtout, à des travaux publics de diverse nature, dont l'utilité directe, positive, actuelle est très-contestable, et qui ont absorbé d'immenses capitaux improductivement, au point de vue économique du moins.

Mais le détournement des capitaux n'est pas le seul effet de ces grandes entreprises ; elles tendent à produire de grands déplacements de travailleurs, à priver les travaux des champs et les autres industries de leurs coopérateurs naturels ; elles tendent à concentrer dans les villes des classes de population instables et remuantes qui font baisser les salaires, hausser le prix des vivres et des loyers, nécessitent un surcroît de surveillance, de police et de dépenses, toutes choses qui rendent l'administration des villes plus difficile et la population sédentaire moins heureuse. Les fortifications de Paris, à ne les considérer qu'à ce point de vue, ont été une des grandes fautes du gouvernement de Juillet, une des causes de sa chute.

Le développement du crédit, la multiplication des banques et des autres institutions de crédit, l'accroissement de leurs opérations sont une des causes que quelques publicistes mettent le plus volontiers en avant pour expliquer les crises. Il y aurait à ce sujet tant à dire, qu'un volume y suffirait à peine. Nous devons nous borner ici à quelques assertions principales.

On s'est habitué à expliquer les crises, d'abord les crises de l'Angleterre après 1815, ensuite celles des Etats-Unis depuis une huitaine d'années, par les banques dont on a fait des espèces de boucs émissaires. Sans doute les banques, en facilitant la transmission des capitaux et le mouvement des valeurs, aident puissamment à l'activité des échanges et à la production ; elles sont un des leviers de l'industrie moderne, comme la division du travail, comme l'abondance des capitaux, comme les machines, comme les nouvelles voies de com-

munication; mais elles ne donnent pas toujours l'impulsion; elles la reçoivent et transmettent le mouvement. A de certaines époques, lorsqu'elles ne fonctionnaient pas encore aussi régulièrement qu'aujourd'hui, elles ont pu avoir des fautes à se reprocher; mais c'est assurément par suite d'une observation incomplète qu'on a tout rejeté sur elles, parce que, d'après leur rôle, elles sont les premières sur la brèche et les premières victimes.

Le fait est qu'on ne voit pas encore très-clair en cette matière. Parmi les hommes les plus compétents, les uns font remonter la responsabilité des crises jusqu'aux banques, parce qu'elles ne sont point assez réglementées, point assez contrôlées; les autres, parce qu'elles le sont trop et qu'elles sont constituées à l'état de monopole. Toujours est-il que les crises éclatent depuis quarante ans dans tous les pays où le mouvement industriel est accéléré, dans les pays où les banques sont plus nombreuses, comme dans ceux où elles le sont moins; et malgré la réglementation et le monopole qui sont à peu près universels, si l'on en excepte les petits États du nord-ouest de l'Union américaine et la Suisse, où les crises ne prennent pas précisément naissance.

Il est certain que lorsque des établissements de crédit ont un monopole, et qu'ils ne sont point maîtrisés et réglés par la concurrence, ils peuvent, par la facilité donnée ou refusée à l'escompte, aider, ralentir ou arrêter la marche des maisons de commerce et des établissements industriels; ils peuvent provoquer et alimenter la fièvre des spéculations tant qu'ils y voient leur profit; puis, à un moment donné, s'effrayer de leur propre ouvrage, s'effrayer outre mesure, et amener par la suppression des crédits la détermination de crises qui n'auraient point eu lieu si la concurrence avait, d'une part, limité leurs avances, et, d'autre part, neutralisé leur cessation de crédit. C'est ainsi que beaucoup de crises partielles ont eu pour cause directe la manière d'opérer des banques centrales, privilégiées.

L'abondance de l'or que nous ont récemment fourni la Californie et l'Australie a aussi été mise au rang des causes de la crise que l'Europe et l'Amérique viennent de traverser (1856-57-58), et des malaises qui l'ont caractérisée. De 1849 (les placers de Californie ont été découverts en 1848, et les diggings d'Australie en 1852) à la fin de 1856, la production australienne, dont la majeure partie est entrée dans la circulation européenne, s'est élevée dans le monde entier à 4 milliards 342 millions de francs, dont plus de la moitié (2 milliards 215 millions) provient de la Californie, 1 milliard 494 millions de l'Australie, et 633 millions de la Russie. En outre, la production argentine s'est élevée, pendant cette période, à 2 milliards 70 millions. En 1847, M. Michel Chevalier, continuant les calculs de M. de Humboldt, portait à 43 milliards le total de la production des métaux précieux depuis la découverte de l'Amérique. La production des dernières années a donc été du dixième de ce total.

S'il est difficile de préciser au juste l'influence de cette augmentation des métaux monétaires en si peu d'années, et dans quelle proportion elle est venue satisfaire aux besoins nouveaux de la circulation, il est évident (et ici les faits s'accordent avec la théorie) que l'abondance de l'or (dans la circulation a commencé à jeter une perturbation sensible dans les valeurs et déprécié notamment les salaires, les revenus fixes et l'importance des créances : de là une certaine partie des malaises contemporains.

En second lieu, cette augmentation du numéraire, en arrivant dans la circulation, a dû agir comme stimulant au développement de la production et être un des excitants de l'esprit de spéculation et d'entreprise que nous avons considéré plus haut; et, d'autre part, cette même masse de numéraire, fonctionnant dans les échanges, a pu contribuer à affaiblir un peu la dernière crise monétaire qui s'est naturellement produite en même temps que la crise générale.

Lorsqu'un pays change plus ou moins brusquement son tarif et les conditions d'entrée des marchandises étrangères, dans le sens de la prohibition, il en résulte toujours de fâcheux effets pour les branches de l'industrie nationale, privées tout à coup de moyens d'approvisionnement et privées un peu plus tard aussi de débouchés (la diminution des importations amenant infailliblement celle des exportations); il en résulte, en outre, de très-fâcheux effets pour les places étrangères qui sont en rapport direct d'affaires avec lui. C'est ce qu'on a vu plus d'une fois à la suite des changements de tarif de l'Union américaine. En général, quand l'opinion protectionniste a triomphé dans ce pays et que le tarif a été modifié, Manchester et Lyon, par exemple, ont souffert et ont éprouvé des crises plus ou moins partielles. Le stupide procédé des repréailles douanières, consistant en aggravations de tarifs et en entraves pour se venger d'actes semblables, a toujours produit des effets du même ordre. Ces crises, par contre-coup, peuvent encore être provoquées par une crise survenant en pays étranger. C'est aujourd'hui une vérité démontrée, que la solidarité de toutes les industries et de toutes les nations. En fait, il survient toujours quelque maiaise d'une catastrophe lointaine, même quand celle-ci n'agit pas comme cause immédiate sur les marchés dont les intérêts sont directement engagés, ainsi que cela a eu lieu, dans la dernière tourmente commerciale, pour plusieurs maisons de Lyon, compromises par la crise américaine.

Telles sont, si notre énumération est complète, les causes les plus générales de ces perturbations commerciales et industrielles que l'on appelle du nom générique de crises.

II. Qu'il n'y a pas de remèdes directs aux crises, mais simplement des remèdes indirects. C'est une erreur assez généralement répandue dans les populations, et même parmi les hommes d'État, qu'il y a des remèdes aux crises. Une de ces perturbations vient-elle à éclater, l'opinion publique somme les économistes de proposer des remèdes et les gouvernements d'agir par des mesures efficaces. En ces moments, certains législateurs administrateurs, prenant leur air le plus doctoral, se mettent à décréter des prescriptions et des réglementations qui ont généralement pour effet d'augmenter la crise, à leur grand étonnement et à l'ébahissement du public, qui prend en pitié la science des économistes, puisqu'elle n'a pas des panacées toutes prêtes, et l'habileté des gouvernants, qui ne peuvent faire l'impossible, qu'ils ont eu le tort de promettre, il est vrai.

Or, la vérité est qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de remède direct aux crises, et qu'il est impossible d'éviter des effets qui ne peuvent pas ne pas se produire.

Mais il y a des moyens indirects de prévenir les causes ou d'en atténuer les effets.

S'il y a un ébranlement politique et social, s'il y a une guerre, le premier remède à appliquer, c'est naturellement la cessation de la cause. Quant aux conséquences, il faudra nécessairement qu'elles se produisent.

S'il y a une disette, une maladie végétale quelconque, le remède direct ne se trouve que dans les mains de Dieu, qui, en faisant disparaître la cause, ne peut arrêter immédiatement les effets, c'est-à-dire la cherté; et, à la suite de la cherté, les souffrances et la misère des producteurs et des consommateurs. Seulement, s'il y a des pays où la liberté commerciale existe, où la législation ne soit pas surchargée d'entraves, les effets de la disette et de la pénurie se feront moins sentir.

Si l'abondance survient après la rareté, rien au monde ne pourra empêcher directement les effets de la baisse des prix, avantageuse aux consommateurs, préjudiciable à certains producteurs, à certains détenteurs de produits; mais, avec une bonne législation commerciale, la facilité des débouchés atténuera encore ces effets.

Si l'esprit d'entreprise est surexcité, si la fièvre des spéculations s'en est suivie, si on a dépassé les besoins de la consommation, ou si celle-ci vient à se ralentir, si des opérations ont été mal conçues, il est impossible que la mévente ne s'ensuive pas, puis le ralentissement forcé du travail, puis la liquidation, plus ou moins pénible, d'affaires trop engagées.

Si, par le développement donné aux travaux publics, aux entreprises nouvelles, aux institutions de crédit, à certaines affaires de circonstance, l'État, les communes ou les associations ont engagé des capitaux nécessaires à la circulation ou les ont détournés de leur emploi naturel, la cessation de cette direction artificielle des capitaux sera un premier remède au mal des industries appauvries; mais ce mal ne se trouvera pas calmé par le fait même de la cessation de la cause. Toutefois il se produira moins facilement et cessera plus vite dans un pays où le régime économique est basé sur la liberté que dans celui où ces détournements de capitaux entraînant le déclassement artificiel et rapide des populations, sont causés et maintenus par le monopole.

Il faut laisser faire et laisser passer l'accroissement de la production des métaux précieux; elle est providentielle, et aucune puissance au monde ne pourrait en arrêter les effets.

Rien n'est plus facile que d'éviter chez soi l'élévation des tarifs et l'augmentation des entraves. On peut les prévenir chez les autres par une politique commerciale éclairée et par la réforme des tarifs.

Le coup d'œil et la prudence des chefs de maison peuvent seuls prévenir les catastrophes résultant du contre-coup des crises étrangères.

Parmi les diverses causes des crises il en est d'artificielles, il en est qui tiennent à la nature des choses, il en est qui sont le résultat d'accidents climatiques ou de malheur public, il en est même qui semblent inhérentes au progrès des sociétés : telles sont les crises commerciales proprement dites, la surexcitation de l'esprit d'entreprise, le développement des grandes entreprises nouvelles, le développement du crédit, qui atteint quelquefois si profondément, mais heureusement d'une manière temporaire, les échanges et l'industrie des peuples les plus prospères, et cela d'autant plus qu'ils sont plus prospères.

Elles sont inévitables; mais les inconvénients ne peuvent, à beaucoup près, balancer les immenses avantages que les peuples retirent des développements immenses de leurs affaires. Les crises de cette nature sont des crises de croissance; et mieux vaut l'activité et la richesse avec les crises commerciales (celles-ci dussent-elles être dans la nature permanente des choses) que l'inaction et la pauvreté. Les pays riches et prospères sont quelquefois en crise; les pays pauvres y sont d'une manière permanente.

Au surplus, les crises commerciales sont passagères de leur nature. Les baisses soudaines dans la valeur des choses amènent des acheteurs, facilitent la consommation, font cesser l'engorgement et provoquent la liquidation des affaires mal engagées. Dans ces évolutions, les producteurs ou les détenteurs des marchandises ont perdu; mais les acheteurs ou détenteurs de capitaux circulant ont gagné; certaines fortunes particulières ont été détruites, d'autres se sont élevées; il y a eu des souffrances individuelles, mais, au point de vue social, il n'y a pas le même appauvrissement, et l'inconvénient de la crise est racheté par la disparition des entreprises véreuses. C'est ainsi qu'après un temps assez limité on voit souvent, après les crises, les affaires reprendre avec plus de vigueur et plus d'activité que jamais.

JOSEPH GARNIER.

**CRISTAL DE ROCHE.** On sait que, dans le langage scientifique, le mot *crystal*, et plus souvent son pluriel *cristaux*, s'appliquent généralement aux polyèdres opaques ou transparents que forment spontanément, par suite d'une solidification lente succédant à l'état de fusion ou de dissolution, la plupart des corps simples ou composés que nous offre la nature. Mais on appelle plus particulièrement *cristal* ou *cristal de roche* le quartz pur cristallisé. Ce corps présente, en effet, toutes les conditions qui semblent devoir être réunies dans le cristal type ou par excellence, à savoir la netteté et la rectitude des lignes et des faces, et la parfaite limpidité de la masse incolore et translucide. De là l'expression communément usitée : « pur ou limpide comme du cristal de roche. » Cette espèce de quartz hyalin est d'une extrême dureté. Il étincelle sous le briquet et raye le verre et l'agate. Sa pesanteur spécifique est de 2.65. Sa cassure est vitreuse et, lorsqu'il est en masses informes, il ressemble parfaitement à du verre; mais il est presque toujours cristallisé, ou tout au moins composé de parties ou de graines à structure cristalline. La forme fondamentale de ses cristaux est celle d'un prisme à six côtés, terminé à ses deux extrémités par une pyramide hexagone; mais on n'a jamais trouvé un seul échantillon de quartz où cette forme fût complète. Tantôt le cristal ne présente qu'une seule pyramide, fixée directement sur la roche; tantôt cette pyramide unique surmonte un prisme ou un tronçon de prisme; tantôt le prisme manque et les deux pyramides sont appliquées base à base l'une contre l'autre. Dans tous les cas, le cristal offre à peine quelques traces de clivage. Il est essentiellement formé de silice pure; mais certaines substances étrangères, en se mêlant intimement à cette matière, peuvent lui communiquer diverses teintes plus ou moins sensibles. Le cristal de roche change alors de nom : il s'appelle *améthyste*, lorsqu'il est violet; *fausse topaze*, lorsqu'il est jaune; *rubis de Bohême*, lorsqu'il est rose; *cristal enfumé*, lorsque sa teinte est brune et comme fuligineuse. Toutes ces variétés de quartz hyalin sont recherchées et employées pour la confection de parures et d'objets précieux d'ornementation. On connaît aussi des variétés de quartz dites *hématite*, *rubigineuse*, *chloriteuse*, etc. Enfin cette pierre est quelquefois pénétrée de filaments d'amiante; elle offre, en ce cas, lorsqu'elle est arrondie par la taille, des reflets nacrés, blanchâtres, qui semblent flotter à l'intérieur et suivre les mouvements qu'on lui imprime. Cette curieuse variété a reçu des lapidaires le nom d'*œil de chat*. Le cristal de roche proprement dit, pur et incolore, jouait autrefois un grand rôle dans les arts de luxe. C'était une matière extrêmement précieuse, à cause de sa limpidité qu'on n'avait pas encore réussi à imiter. On en faisait des